

Paris, le 24 février 2016

Dossier suivi par : XXXXXXXX  
Tél. : 01.44.94.66.60  
Courriel : recommandations@energie-mediateur.fr

N° de saisine : S2015-3192  
N° de recommandation : 2016-0030

Objet : Recommandation du médiateur sur votre litige

Madame,

Vous contestez la facture d'un montant de 4 445,63 euros TTC que vous a adressée le distributeur Y le 16 décembre 2014 et relative au dé-raccordement du poste « MARAICHERS » effectué par ce dernier.

Vous faites valoir que :

- le distributeur Y ne vous a pas informé au préalable des travaux réalisés ;
- la nécessité de réaliser les travaux de ré-raccordement n'est pas avérée ;
- la facture ne permet pas de comprendre les travaux effectués et mis à votre charge.

Aussi, vous demandez au distributeur Y de justifier le bien-fondé de la facture litigieuse ou à défaut de revoir son montant.

J'ai analysé votre dossier ainsi que les observations transmises par le distributeur Y (en annexe).

### **1. Sur la réalisation des travaux par le distributeur Y**

Le poste « MARAICHERS » est implanté sur un terrain vous appartenant. Vous m'avez par ailleurs indiqué avoir toujours été la propriétaire et l'utilisatrice de ce dernier. Ce transformateur a permis d'alimenter les infrastructures nécessaires à votre activité de maraîchage, activité qui a pris fin le 31 décembre 2010.

La réglementation en vigueur<sup>1</sup> impose au distributeur Y de mettre hors tension les ouvrages de branchement et de raccordement laissés en déshérence, après s'être préalablement assuré de cette situation de déshérence auprès des utilisateurs putatifs desdits ouvrages.

Le distributeur Y a la possibilité de mettre hors tension, de sa propre initiative, tout ouvrage dont le fonctionnement compromet la sécurité publique ou la sécurité des personnes et des biens. Une situation d'urgence justifie également une mise hors tension par le distributeur Y, mais uniquement sur injonction du préfet.

---

<sup>1</sup> Code de l'énergie, Art. R 323-35.

Dans ses observations, le distributeur Y a indiqué qu'une première visite de contrôle du poste MARAICHERS a été effectuée le 10 mars 2014, suite à une inutilisation depuis plus de six mois. Lors de cette visite, ce dernier a constaté que « *le poste était de type ouvert au niveau de l'arrivée HTA [moyenne tension], le plaçant donc hors normes et dangereux à la fois pour les tiers ainsi que pour les agents qui seraient amenés à intervenir dans les locaux* ».

Je ne dispose pas d'éléments pour remettre en cause l'expertise technique du distributeur Y, en sa qualité de gestionnaire du réseau de distribution, dans son constat relatif à la dangerosité de votre transformateur, et dans la nécessité de dé-raccorder l'ensemble du transformateur pour assurer sa mission de sécurité de l'exploitation du réseau électrique.

Néanmoins, je m'interroge sur le délai de mise en œuvre du dé-raccordement évoqué (constat en mars 2014 et dé-raccordement en septembre 2014) alors que le distributeur Y décrit la situation comme présentant un risque pour la sécurité publique et celle des personnes et biens.

## **2. Sur le défaut d'information préalable par le distributeur Y**

Le cadre juridique actuel impose au distributeur souhaitant mettre hors tension tout ouvrage de raccordement laissé à l'abandon, de s'assurer auprès des utilisateurs putatifs que cette situation d'abandon est avérée.

De ce fait, le distributeur doit faire connaître à l'utilisateur putatif, par lettre recommandée avec avis de réception, son intention de procéder à la mise hors tension de l'ouvrage. L'utilisateur dispose d'un délai de six mois pour répondre au courrier, faute de quoi le distributeur aura le droit de procéder à la mise hors tension.

Dans le cas présent, le distributeur Y a effectué l'opération de dé-raccordement sans vous avoir notifié préalablement son intention. En effet, comme indiqué dans les courriers qu'il vous a adressés, il n'a eu connaissance de votre identité qu'une fois les travaux engagés et ce malgré le recours à un cabinet spécialisé.

Par ailleurs, le distributeur Y a rappelé dans ses observations que « *devant la dangerosité de l'ouvrage, la priorité a été mise sur le dé-raccordement du poste et non sur la recherche des coordonnées du propriétaire alors inconnues* ».

On peut s'interroger sur les démarches effectuées pour identifier le propriétaire du transformateur, en sachant que ce dernier était situé sur votre propriété, une analyse des plans cadastraux aurait vraisemblablement permis votre identification rapide.

J'estime ainsi que le distributeur Y n'a pas conduit toutes les diligences qui lui auraient permis de respecter son obligation d'information préalable.

## **3. Sur le bien-fondé des travaux facturés**

Vous m'avez fait part de votre incompréhension concernant le contenu de la facture de 4 445,63 euros TTC éditée par le distributeur Y le 16 décembre 2014, que vous avez cependant intégralement réglée afin d'éviter toute procédure de recouvrement.

En effet, vous avez demandé au distributeur Y d'expliquer le contenu de cette facture afin de savoir s'il vous a été facturé uniquement le dé-raccordement du transformateur ou également sa remise aux normes.

Dans ses observations, le distributeur Y a détaillé les travaux réalisés. C'est ainsi qu'il indique que, pour mettre hors exploitation un poste, il convient à minima de déposer la première portée (cf. schéma ci-dessous).

Or, dans le cas présent, le distributeur Y a également dû déposer la seconde portée car le poteau entre ces deux portées (poteau intermédiaire) n'était pas un poteau d'arrêt. Ainsi, le distributeur a choisi de retirer la deuxième portée faute de quoi il aurait fallu remplacer le poteau intermédiaire, ce qui aurait selon lui engendré des coûts supplémentaires pour vous.

CETTE DERIVATION HTA NE PEUT PAS ETRE MISE HORS EXPLOITATION

Support mixte avec réseau BT en exploitation

Lien physique avec réseau en exploitation



Au vu de ces éléments, il apparaît clairement qu'aucune mise aux normes n'a été réalisée par le distributeur Y.

Je me suis également interrogé sur le point de savoir s'il était légitime que le distributeur Y vous facture la dépose des deux portées HTA et du poteau intermédiaire alors qu'il s'agissait d'ouvrages relevant du réseau public.

Dans ses observations complémentaires du 19 février 2016, le distributeur Y a confirmé que les deux portées HTA et le support intermédiaire faisaient bien partie du réseau public. Par conséquent, il a proposé de vous facturer uniquement la partie sécurisation et mise hors tension pour le dé-raccordement de votre transformateur pour un montant de 2 113,49 euros HT (2 536,19 TTC) :

Désignation	Quantité	Prix unitaire HT	Montant HT
Forfait gestion	1	74,29	74,29
Main d'œuvre travaux	16	77,3	1236,8
Main d'œuvre consignation	4	88,6	354,4
Consignation	1	448	448
Total			2113,49

Après analyse de ce nouveau devis, il apparaît que la facturation de 16 heures de main d'œuvre pour la partie sécurisation et mise hors tension pour le dé-raccordement du transformateur paraît excessive.

De plus, compte tenu du fait que :

- vous êtes dans l'attente d'une explication sur les travaux réalisés depuis plusieurs mois,
- vous n'avez pas été informée préalablement de la réalisation des travaux de dé-raccordement, conformément à la réglementation en vigueur,
- il a été mis à votre charge des frais qui incombait au distributeur Y puisque les deux portées et le poteau intermédiaire sont des ouvrages publics.

Je considère que le distributeur Y devrait limiter la facturation des travaux de dé-raccordement à 1 000 euros HT (1 200 euros TTC).

Compte tenu de ce qui précède, je recommande au distributeur Y de vous rembourser la somme de 3 245,63 euros TTC correspondant aux frais supplémentaires non justifiés que ce dernier vous a imputé.

Cette recommandation de solution n'est pas contraignante ; vous êtes donc libre de l'accepter ou de la refuser.

Je vous remercie de bien vouloir me faire connaître votre position dans un délai de deux mois maximum, par courriel (recommandations@energie-mediateur.fr), ou bien par courrier, à l'aide du formulaire ci-joint. Si cette solution est acceptée par vous ainsi que par le distributeur Y, il sera considéré que votre litige est résolu.

Si en revanche, vous êtes en désaccord avec son contenu, ou si le distributeur Y refuse de la mettre en œuvre, vous gardez la possibilité d'engager une action en justice dont le résultat pourra être différent de la solution que je vous propose (cf. fiche ci-jointe).

En application des dispositions de l'article R.122-3 du code de l'énergie, le distributeur Y m'informera dans un délai maximum de deux mois des suites données à cette recommandation.

Je m'efforce de faire progresser la qualité du service rendu au consommateur et l'appréciation que vous portez sur le suivi de votre dossier ne peut qu'y contribuer. Vous trouverez en pièce jointe, à la suite du formulaire de réponse à recommandation, une courte enquête de satisfaction qui ne vous demandera que quelques instants.

Vos réponses seront analysées à des fins statistiques. Je vous remercie par avance de votre contribution.

Pour toute question relative à votre litige ou à la mise en œuvre de sa solution, vous pouvez contacter mes services par téléphone ou par courriel.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Le médiateur national de l'énergie

Jean Gaubert



Copie : Y